

## CHAPITRE 7 - LES BANQUES : DES MUTATIONS STRUCTURELLES

Introduction : Brève histoire et fonction macroéconomique des banques.

Ici, il faut voir les banques comme une industrie financière qui s'est restructurée.

### 1. Une histoire très ancienne

- Un métier lié au **commerce des biens** : Rome, grandes foires (Banque => vient de "banca" en italien). Elles jouent le **rôle d'intermédiaire** lors de ces foires : transmission de fonds. +/- lettre de change.
- Les financiers prospèrent (et se ruinent) grâce aux **guerres** et à la **prodigalité des souverains**. Exemple : construire Versailles = ruine la France
- Une **méfiance traditionnelle** (interdiction du prêt à intérêt). En effet, les banques ont du mal à s'insérer dans l'économie car ce métier est considéré comme "sale" à l'époque (lié aux monothéismes).

### 2. Forte expansion au 19<sup>e</sup> siècle :

- Développement du **capitalisme** (« économie monétaire de production ») : **la monnaie prend de l'importance**, l'argent compte. Essor des banques lié au développement du capitalisme
  - Division du travail (révélée par Smith, appliquée par Taylor) = **le « métier » bancaire se professionnalise** et devient un métier particulier.
  - Séparation progressive avec :
    - **Banques de dépôts / de "détail"** (de l'anglais retail banking) : collecte des dépôts de particuliers mais interdiction des financements industriels de long terme, crédit aux particuliers/entreprises
    - **Banques d'affaires / de "gros"** = (wholesale banking) : clientèle fortunée, investissements de long terme.
- >>> Différence institutionnelle et universelle !

Rq : fin de cette séparation en 1967 en France. BNP (dépôts) et Paribas (Banque d'affaire)

### 3. Les raisons :

- **Séparer** le risque de l'entrepreneur capitaliste et l'épargne sans risque
- **Protection** de l'épargnant contre le spéculateur (**Glass Steagall Act**, 1933, France, loi du 2 décembre 1945) But : empêcher 1929 une nouvelle fois.

Rq : supprimé en 2000 sous la pression des lobbies financiers => 2007.

- **Faciliter l'intervention publique** vers des objectifs de croissance économique et des banques "sans risques" :

Ex: les banques de dépôts en France prêtaient surtout à l'Etat pour des projets jugés utiles socialement, économiquement.

*4. Fonctions macroéconomiques des banques : un triple rôle :*

- **Gestion des moyens de paiement** → la "monnaie" : 92% argent bancaire, 8% en billets.
- **Transformation des ressources** en prêts (sens large), allongement des échéances prêt à moyen terme ou long terme des ressources à CT et à vue). Transformation des dépôts courts en prêts plus longs.
- **Evaluation et mutualisation des risques** : quand je prête à un particulier par exemple, je dois vérifier sa solvabilité. Réduction de cette fonction grâce à la titrisation : vente des prêts aux marchés.

En résumé, coexistence de gestion :

- de 'bien public' (monnaie)
- d'activités de profit privé, voire activités spéculatives

*5. Les opérations effectuées par les banques :*

- Emplois :
  - **Opérations interbancaires** (sur marché monétaire)
  - **Opérations de crédit** qu'on peut distinguer :
    - selon le terme
    - selon l'objet (crédit commercial, d'investissement, exportation, logement,..)
  - **Opérations de portefeuille** : acquisitions d'actifs financiers (pour compte propre ou clients).
- Ressources :
  - **Collecte** de dépôts sous diverses formes : dépôts à vue, CODEVI, CEL, PEL, etc. = **inondation financière**.
  - **Emettre** des actions et obligations, des certificats de dépôts (= titres de créances négociables ; appelé billets de trésorerie pour les entreprises, bons du Trésor pour l'Etat).

En résumé : les banques ont des **activités** :

- **de financement et de marché**,
- **en propre** (= pour elle, afin d'obtenir des intérêts) et pour client,
- **financier** (transformation de la monnaie en prêt) et monétaire (la monnaie, moyen de paiement).

Rappel : Les institutions financières en Comptabilité Nationale en France : S12 Sociétés financières (SF) avec :

- S12A Intermédiaires financiers (IF) hors sociétés d'assurance et fonds de pension  
= les banques
- S121 Banque centrale
- S122 Autres institutions financières monétaires
- S123 Autres intermédiaires financiers = non banque
- S124 Auxiliaires financiers et d'assurance
- S125 Sociétés d'assurance et fonds de pension  
>> Le métier particulier : la finance.

*I- Le métier des banques : des mutations structurelles*

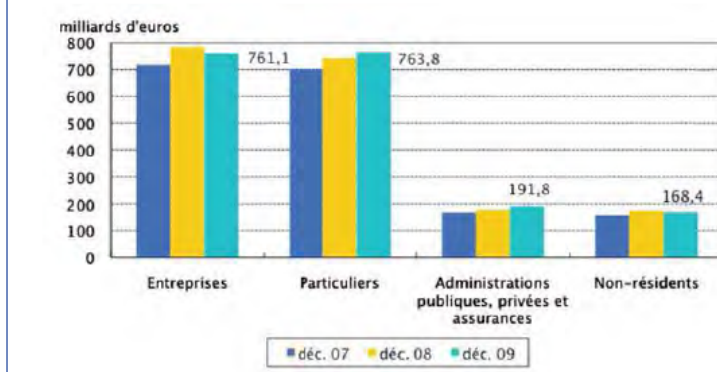
Rappel : poids des activités financières dans le PIB :

- **L'intermédiation financière** (= différence entre ce que un prêt rapporte et ce qu'il coûte) permet de mesurer la V.A. des banques (qui correspond à l'activité bancaire dans les statistiques de la CN) : 2,6% (2007) ; 2% (2008)
- **Les branches d'assurances** : 1,3 % (2008).
- **Banques + assurances** : 743 600 salariés (fin 2007) contre 731 600 (fin 2006).

Le financement de l'économie : stagnation avec la crise. Depuis, 2007, les banques prêtent de moins en moins.



A qui prêtent-elles ?



Idée : depuis la crise : elles prêtent de moins en moins.

*A. Un secteur traditionnellement très réglementé, radicalement transformé à partir des 1980 :*

**La déréglementation :**

- **des métiers** : dépôts/affaires réunis et banques/assurances également réunis dans l'effervescence dans années 80 (assurances : principaux piliers des marchés).

Rq : le modèle bancassurance s'est effondré en 2007 +/-

- **des produits** (distinction crédits/financement de marché)
- **Diminution des contrôles réglementaires nationaux** : elles peuvent aller à l'étranger

- **Croissance des activités des firmes multinationales** → financement (IDE, exportations, ..) : les banques suivent les FMN.
- **Besoin de financement des pays du Sud**
- **Le mouvement des fusions/acquisitions**, souvent transfrontalier, propre à l'industrie de la finance (ligne cross border).

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<i>(in billions of U.S. dollars)</i>											
<b>By regions</b>											
Developed countries <sup>1</sup>	76.4	238.9	477.5	362.0	459.5	306.0	215.0	302.1	442.1	513.0	778.5
Cross-border	0.3	0.0	8.3	4.9	56.2	79.6	93.1	80.0	117.9	174.9	273.8
Rest of the world	2.7	4.8	23.7	16.2	42.5	70.2	44.1	28.8	57.3	85.3	124.1
Cross-border	0.0	0.2	0.0	2.0	8.5	29.5	17.6	14.8	22.2	54.6	85.6
Total	79.1	243.7	501.2	378.2	502.0	376.1	259.1	330.9	499.4	598.2	902.5
Cross-border	0.3	0.2	8.3	6.9	64.8	109.1	110.6	94.9	140.1	229.4	359.5
<i>(in percent of total)</i>											
<b>Cross-border M&amp;A</b>											
Developed countries <sup>1</sup>	0.3	0.0	1.7	1.3	11.2	21.2	35.9	24.2	23.6	29.2	30.3
Rest of the world	0.0	0.1	0.0	0.5	1.7	7.8	6.8	4.5	4.5	9.1	9.5
Total	0.3	0.1	1.7	1.8	12.9	29.0	42.7	28.7	28.1	38.4	39.8

### B. Qui se lit dans les bilans bancaires (80-07)...

- Dans les emplois :
  - **Diminution de la part relative des crédits** (relative car augmentation en volume)
  - **Augmentation de la part des actifs de marché** : hausse des achats certificats de dépôts, billet de trésoreries, bons du Trésor
  - >> qui se traduit par un déclin du **taux d'intermédiation financière (TIF)**

*TIF = Part prise par les intermédiaires financiers résidents* (banques, établissements de crédit OPCVM et sociétés d'assurance) *dans les encours de financement obtenus par les agents non financiers résidents* (ANF) :

- **TI Strict** : Crédits octroyés par ces intermédiaires sur l'encours (=total cumulé) de financement des ANF = prêts sous forme de crédits : traditionnels.  
= mesure des crédits par rapport à l'ensemble.
- **TI large** : crédits traditionnels + titres émis par les ANF (titres de propriété ou titres de créance) et détenus par ces mêmes intermédiaires financiers.  
= on ajoute les titres émis pour avoir le sens large.

- Dans les ressources :
  - Diminution de la part relative des dépôts
  - Augmentation du financement de marché (émissions de titres de dette) par
    - Titrisation (crédits → titres de dette)
    - Emission « directe » (sans collatéraux, sans garanties) de titres
  - Rq : Pourquoi les dépôts à vue baissent ils ? Car ils ne sont pas rémunérés et inversement, explosion de proposition de rémunérations auprès des déposants : PEL et SICAV par exemple.

### D. Les restructurations bancaires en Europe :

- **Déclin des marges traditionnelles** (sur emprunt/prêt) car augmentation des coûts

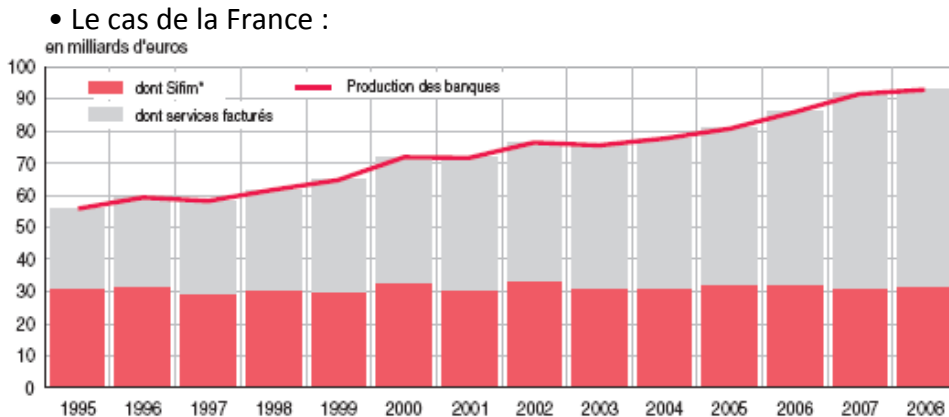
d'acquisition des ressources.

- **Essor des commissions diverses** (sur activités conseils fusions/acquisition, gestion de comptes etc. = revenus hors intérêts) notamment très critiquées par les associations de consommateurs.

*E. ... Ainsi que le métier des banques :*

- **Vers la banque universelle** (confusion des métiers prêteurs, investisseurs etc.)  
**Report des risques sur les clients et/ou les marchés.** Suppression du 3ème rôle qui était l'évaluation de risque.

- Le produit net bancaire (PNB) ( $\pm$ VA de la branche) : rend compte de l'ensemble des activités de la banque (intermédiation, marché, conseils etc.) PNB = produits d'exploitation - charges d'exploitation. On peut distinguer :
  - revenus d'intérêt (activités classiques d'intermédiation)
  - revenus hors intérêts (Produits du portefeuille titres et des participations, primes et commissions sur offre de moyens de paiement, etc.).



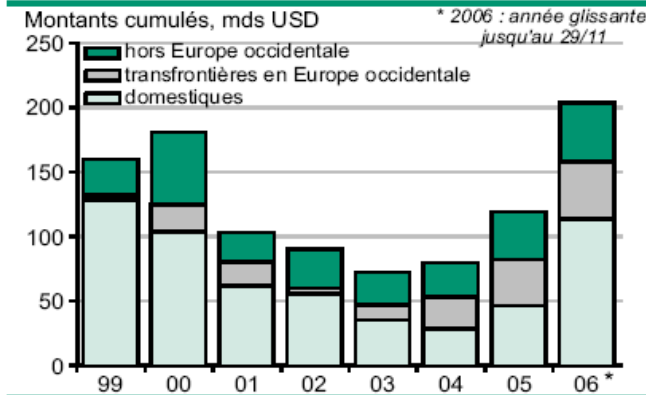
- Sifim = crédits consenties et le coût de collecte nécessaire
- Services facturés = commissions
- production des banques = le total

*F. Les restructurations bancaires en Europe :*

Concentration et internationalisation considérables (cf. ci dessous)

L'exemple de la France :

	Effectif global	Part de l'international
BNPP	162 700	60,6 %
Société générale	134 738	55,7 %
Crédit agricole	86 866	52,8 %



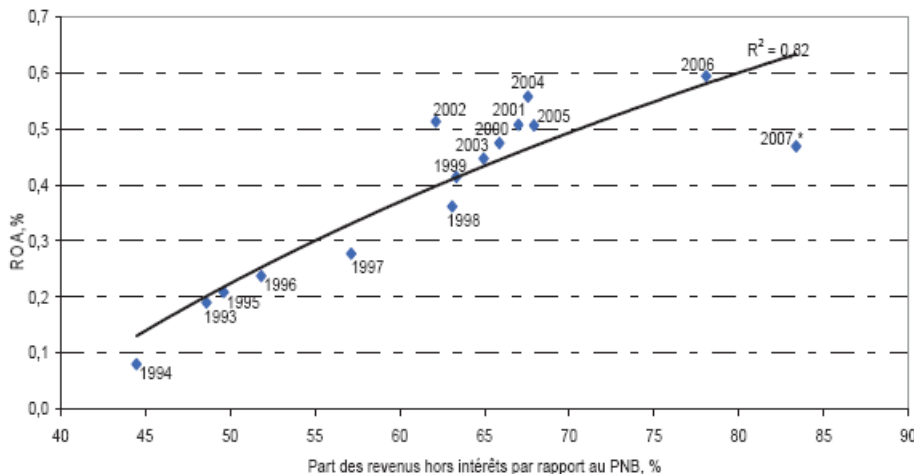
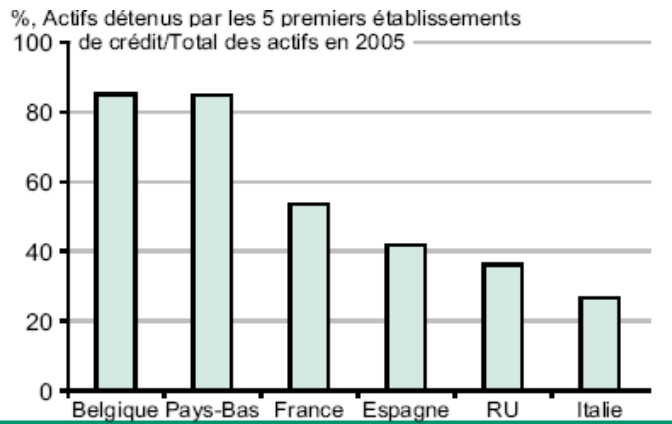
Fusions-Acquisitions initiées par les banques européennes  
 Rq : Effondrement en 2000 lié à la bulle Internet.

**Idee : les transfrontalières en Europe augmentent.**

Un degré de concentration élevé, mais différent :  
 France : 5 grandes banques contrôlent près de 60% de l'activité bancaire du pays.

Quelques facteurs de concentration en Europe :

- L'intégration économique et financière
- L'unification monétaire via l'Euro
- L'élargissement des marchés et des clientèles
- L'internationalisation de l'actionariat = ex: 45% du CAC 40 est contrôlé par l'étranger.
- L'harmonisation des normes comptables = harmonisation du métier
- Les nouvelles technologies notamment grâce à Internet



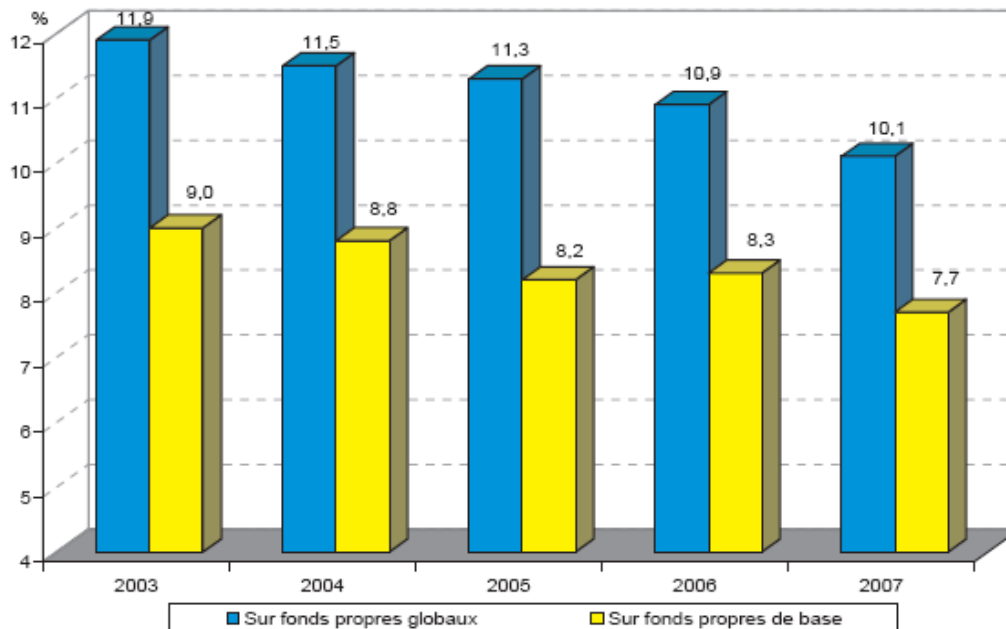
• Return On Asset ROA = rentabilité économique (EBE/ Actifs productifs = capital fixe accumulé). Corrélation positive entre la **rentabilité des banques et leur activité des revenus hors intérêts.**

\* Le résultat net agrégé en 2007 a été corrigé de la perte exceptionnelle de la Société Générale.

....Mais qui fragilise les bilans et augmente les risques :

- **Déclin du ratio de solvabilité** (Bâle II, qui insiste sur la qualité de l'emprunteur) via la BRI, Ratio prudentiel. Rq : Bâle III avec la crise
- **Montée du coût du risque** (via l'intervention des banques sur les marchés financiers)

**Ration de solvabilité** : **ration d'encours de crédits sur fonds propres** (bleu) = diminution 2007 : quand elles ont 10 de fonds propres, elles ont prêté 100



- + Bénéficiaires: les actionnaires et managers création de valeur actionnariale
- + Perdants : les salariés via les réductions d'emplois

• Conséquences sur la clientèle:

- **Hausse des frais de gestion** (réduction de la concurrence, opacité)

Rq : Bruxelles vient de condamner les banques pour entente sur le montant des commissions concernant les retraits via les distributeurs.

- **Augmentation des services offerts** (surtout à la clientèle aisée)

• Les perspectives :

1) **Une convergence accrue des métiers bancaires ?** Les raisons :

- Economies d'échelle, d'envergure
- Meilleure fidélisation de la clientèle.
- Renforcement des normes prudentielles : compensation des risques par des métiers plus tranquilles
- Mobilité et concurrence qui favorisent une convergence des comportements et stratégies des banques.

2) **Ou un retour à la spécialisation ?** Les raisons :

- Les déséconomies d'échelle (frais de gestion, ...)
- La fin de la bancassurance (Vente de Dresner par Allianz), explosée par la crise ?
- Une re-intermédiation ?

*II- La crise des « subprimes » : la fin d'une période*

• **Bulle spéculative sur le marché immobilier** après celle de la « nouvelle économie » (1992-2000) et son effondrement.

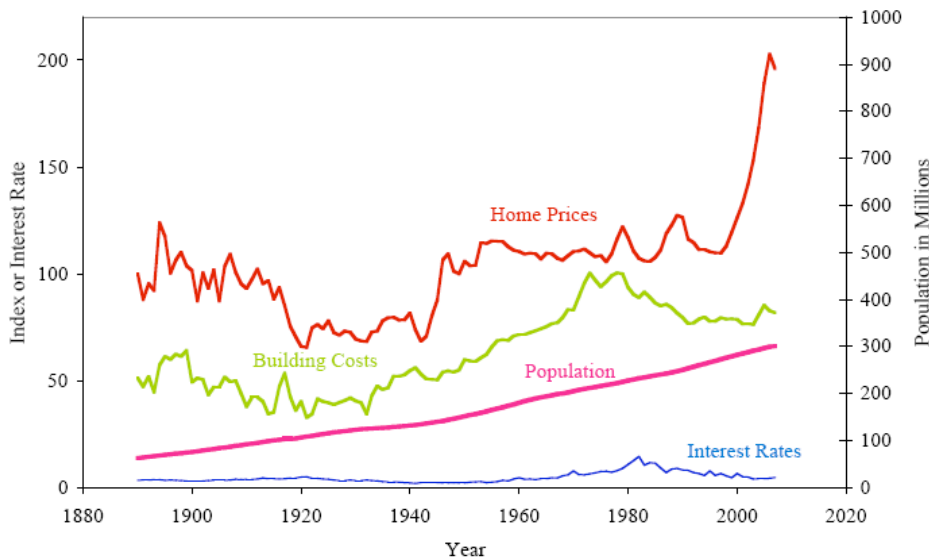
• **Endettement des ménages les moins solvables** à des taux d'intérêt initialement faibles (mais à taux variable) mais qui étaient risqués.

Type	2003	Janv.-juin 2006
Premier ordre	57,6 (52)	67,2 (26)
À risque	37,4 (34)	114,3 (44)
Alt-A	15,8 (14)	76,5 (30)
<b>Total</b>	<b>110,8</b>	<b>258,0</b>

Evolution des crédits hypothécaires par niveau de risques (milliards de dollars; pourcentages)

Subprime = à risque  
risqué = Alt-A

Définition : Les crédits « subprime » sont consentis à des emprunteurs pour lesquels le ratio de dette/revenu (D/R) dépasse 55% et/ou le ratio prêt/valeur du bien (P/V) excède 85%.  
= concrètement, sur le revenu d'un ménage, le montant de sa dette est à 55%. Pour le second, je ne possède en propre que 15%

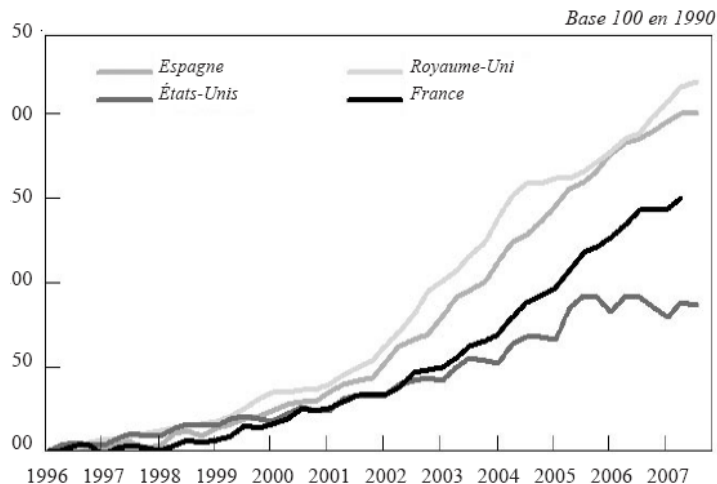


Une bulle immobilière

Entre 80 et 2000 :  
- Baisse des taux d'intérêts et des coûts de construction

- Hausse du prix des maisons...





⇐ Bulle qui ne concerne pas que l'USA

- **La contagion** (sur les pays développés) s'est produite ("globalisation financière") par :
  - 1) **la libre circulation des capitaux**. ex : explosion à Dunkerque des prix à cause des Anglais.

## 2) le rôle des banques d'affaires (d'investissement) soit

- par la création de filiales aux USA de banques Européennes (UBS et Crédit Suisse, Socgén etc.)

- par l'acquisition d'actifs financiers américains risqués mais rentables

Rq : 1ère banque à craquer à l'été 2008 au USA : filiale de BNP

- **Un vecteur majeur** : la « titrisation » (securitisation en anglais, securities = titres) :

→ **Une dette est transformée en titre sur le marché financier et est achetée par d'autres agents financiers** (banques européennes).

→ Processus : Une banque regroupe et vend des actifs peu ou pas liquides à une entité spécialisée qu'elle a créé (entité à vocation spéciale : « véhicule », (special purpose vehicle, SPV) souvent ad hoc qui finance cet achat par l'émission de titres de créances négociables (elle peut même appartenir à la banque, mais ne figure pas à son bilan...)

→ Les prêts aux ménages moins aisés sont porteurs pour le SPV d'un taux d'intérêt supérieur ('subprime')

- **Les effets pervers** :

→ **Transfert de risques de la banque vers d'autres acteurs de marchés** (EVS) qui sont "fictifs" et "opaques".

→ **Modifie le rôle des banques** (en tant qu'intermédiaire) dont l'objectif est de réduire les asymétries d'information

→ **Accroît l'opacité des marchés** (car allonge la chaîne des opérateurs) à l'inverse du mirage de "transparence" (terme mythique du marché pur et parfait).